













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**OP 1134 : Travaux de rénovation du terrain de
football synthétique et création d'une piste de padel
sur le site de PONCILLON**

Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	OP 1134 : Travaux de rénovation du terrain de football synthétique et création d'une piste de padel sur le site de PONCILLON
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	15 semaines
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	6
3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre	6
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.4 - Contrôle technique	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Protection des données à caractère personnel	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	7
4.2 - Obligations du titulaire	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données	8
4.2.8 - Sort des données	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	8
4.2.11 - Documentation	9
4.3 - Obligations de l'acheteur	9
5 - Durée et délais d'exécution	9
5.1 - Délai d'exécution	9
5.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	10
5.3 - Délais de remise des documents	10
5.3.1 Pendant la période de préparation	10
6 - Prix	11
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	11
6.2 - Modalités de variation des prix	11
7 - Garanties Financières	12
8 - Avance	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
8.2 - Garanties financières de l'avance	12
9 - Modalités de règlement des comptes	13
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	13
Désaccord sur le montant d'une situation :	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement	13
9.3 - Délai global de paiement	14
9.4 - Paiement des cotraitants	14
9.5 - Sous-traitance et paiement des sous-traitants	15
10 - Conditions d'exécution des prestations	15
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	15
10.2 - Implantation des ouvrages	15

10.2.1 - Piquetage général	16
10.3 - Préparation et coordination des travaux	16
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	16
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	16
10.3.3 - Plan d'assurance qualité	17
10.3.4 - Registre de chantier	17
10.4 - Etudes d'exécution	17
10.5 - Installation et organisation du chantier	17
10.5.1 - Installation de chantier	17
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	17
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	17
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	18
11 - Développement durable.....	18
12 - Réception	19
12.1 - Réception des travaux.....	19
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	19
12.1.2 - Epreuves concluantes.....	19
13 - Garantie des prestations.....	19
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	19
15 - Pénalités	20
15.1 - Pénalités de retard	20
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	20
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	20
16 - Assurances.....	21
17 - Clause de réexamen	22
18 - Résiliation du contrat.....	23
18.1 - Conditions de résiliation	23
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
19 - Règlement des litiges et langues	24
20 - Dérogations	24

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

OP 1134 : Travaux de rénovation du terrain de football synthétique et création d'une piste de padel sur le site de PONCILLON

Lieu(x) d'exécution :

Site Poncillon
15 bis rue Poncillon
63000 Clermont Ferrand

Ce marché fait l'objet d'une clause sociale d'insertion. L'objectif de cette clause est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Les modalités d'application figurent en annexe à l'Acte d'Engagement.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier détaillé d'exécution **fourni par l'entreprise**
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le mémoire technique
- Le rapport de diagnostic LABOSPORT
- La charte graphique de l'UCA

3 - Intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Agence de Volvic :

Atelier CHANEAC
6 rue Chatel Guyon
63530 Volvic

Tél : 04-73-79-35-21-96
Mail : contact@atelier-chaneac.fr

Siège social :

576 Chemin des Teppes
73 190 CHALLES-LES-EAUX

Tél : 06-82-89-41-65- M FURODET
Mail : alain.furodet@orange.fr

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TEC INFRA
9 rue du 20 Août 1944
24110 Saint-Astier

Tél : 09-81-99-01-80/06-30-83-02-86 - M SUBREGIS Olivier
Mail : o.subregis@tecinfra.fr

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE Clermont-Ferrand
1, rue Germaine Tillion
63360 GERZAT

Tél : 07-63-74-20-29 - M NGUYEN-VAN Mathias
Mail : commercial.clermont@apave.com

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 6 jours.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@uca.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par voie électronique

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : toute la durée de l'opération

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,

- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de **15 semaines** dont :

- **4 semaines de préparation maximum**
- **11 semaines de travaux**

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux dont la préparation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Intempéries :

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

Les travaux nécessitant des conditions météorologiques particulières, et notamment la mise en œuvre du revêtement synthétique, pourront également faire l'objet d'une demande de journée d'intempéries si les conditions ne sont pas réunies pour les travaux (humidité ambiante, température, humidité du sol support...). L'entrepreneur devra prévenir le maître d'œuvre au plus tôt après le constat d'impossibilité de travailler.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vent	Vitesse supérieure à 90 Km/heure pendant plus de 3 heures sans interruption.
Pluie	30 mm d'eau au moins entre 7h et 17h00 et étalés sur plus de 3h, en ce qui concernent les travaux autres que ceux nécessitant l'application d'enrobés et des revêtements sportifs. 2 mm d'eau au moins entre 8h et 18h et étalés sur plus de 4h pour l'application d'enrobés et des revêtements sportifs
Températures	Inférieure à 10°C le jour et 5°C la nuit plus de 24 heures
Traficabilité	Les travaux pour la réalisation du fond de forme sont arrêtés lorsque l'Indice Portance Immédiat (IPI) est inférieur à 8. L'état de la surface du sol doit être tel qu'un essieu muni de deux roues jumelées chargé à 13 tonnes ne crée pas de trace dont la profondeur soit supérieure à 2 cm.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : [Station météo Clermont-Ferrand \(LFLC\)](#)

5.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Il est visé par le maître d'œuvre.

5.3 - Délais de remise des documents

5.3.1 Pendant la période de préparation

Le tableau ci-dessous, présente la liste des documents que l'entrepreneur devra fournir pendant cette période. Les délais indiqués pour la remise de documents démarrent à compter du démarrage de la période de préparation.

Documents	Délai	Type de documents
DICT	7 jours calendaires	Formulaire CERFA
Plan Installation de chantier	7 jours calendaires	Plan
Agréments des matériaux (Fiche type jointe en annexe au CCTP)	7 jours calendaires	Fiches techniques, échantillons, analyses
Etat des lieux périphériques au chantier	7 jours calendaires	Procès-verbal réalisé par un huissier de justice
Documents d'exécution	10 jours calendaires	Plan, note de calcul, coupes, détails
PPSPS (Tous les intervenants)	30 jours calendaires	Note et plan
Planning prévisionnel d'exécution	7 jours calendaires	Planning détaillé

5.3.2 Pendant la période de travaux

Le tableau ci-dessous, présente la liste des documents que l'entrepreneur devra fournir pendant cette période.

Documents	Délai	Type de documents
Déclaration de journée intempérie	Déclaration 24 h après l'intempérie	Relevé météorologique et copie déclaration à la caisse
Descriptif des travaux à réaliser	1 fois par semaine / A transmettre au MOE à la réunion de chantier	Planning détaillé
Photos	1 fois par semaine / A transmettre au MOE à la réunion de chantier	Photos, en format word, des prestations réalisées (min 15 photos)
Métrés des travaux	8 jours calendaires avant les OPR	Fiches techniques, échantillons, analyses
Dossiers des ouvrages exécutés	8 jours calendaires avant les OPR	Plans d'exécution de l'ouvrage exécuté ; Notices de fonctionnement des éléments d'équipement ; Prescriptions de maintenance pour ces mêmes équipements ; Notices ou fiches techniques ; Informations sur le matériel et les matériaux utilisés

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (TP08 (d-3) / TP08 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index TP08 « Index Travaux Publics - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010 ».

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Désaccord sur le montant d'une situation :

En cas de désaccord, les états feront apparaître d'une part les éléments proposés par l'entreprise et d'autre part les rectifications ou observations du maître d'œuvre.

En tout état de cause, les acomptes mensuels dus aux entrepreneurs seront calculés par l'entrepreneur par différence entre les montants des derniers acomptes reçus et ceux des décomptes précédents. Le point de départ du délai de paiement restera la date de réception de l'acompte de l'entrepreneur par le Maître d'ouvrage.

Les situations mensuelles et cumulatives confectionnées par le Maître d'œuvre ne seront admises que pour le paiement pur et simple. En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement sera effectué sur la base provisoire des pourcentages admis par le Maître d'ouvrage. Si les sommes payées sont inférieures à celles qui sont dues aux titulaires, un paiement complémentaire interviendra selon les conditions réglementaires.

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de signature des états d'avancement dans les conditions définies ci-dessus.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Procédure pour la validation de vos situations

- Faire parvenir projet d'avancement mensuel par mail au maître d'œuvre o.subregis@tecinfra.fr pour validation.
- Une fois votre projet validé par la MOE, déposez votre projet sur CHORUS en [A4 projet de décompte mensuel](#).
- Indiquer dans le corps ou entête de votre facture le numéro de marché : [2026DPIEXXX](#) (il vous sera communiqué au moment de la signature de l'AE), le numéro d'opération [1134](#) le code service : [DIL](#).
- Le [numéro d'engagement](#) de votre marché : Il vous sera communiqué après la notification du marché
- Le MOE établira le CP correspondant et le déposera sur CHORUS en [A15 Etat d'acompte](#).

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : [13002806100013](#)
- Code service : [DIL](#)
- Numéro d'engagement juridique : [Le numéro d'engagement juridique vous sera communiqué après la notification du marché](#)

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par le biais du profil d'acheteur permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert de 30 jours.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est

effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Sous-traitance et paiement des sous-traitants

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Tous les matériaux, produits et éléments destinés à la construction des ouvrages, devront être soumis par l'entrepreneur à l'agrément préalable du Maître d'œuvre.

Les normes relatives aux travaux, à la fourniture, à la fabrication et à la mise en œuvre des matériaux seront, sauf spécifications contraires figurant au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, celles du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux publics (ou celles du Cahier des Prescriptions Communes pour les fascicules non modifiés)

10.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

10.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, **d'une durée maximum de 30 jours**.

Cette période débute à compter d'un OS de démarrage.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 7 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **1 000,00 € suite à une mise en demeure préalable non suivie d'effet**, et **500 € par constat** en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions que l'entrepreneur proposera de mettre en œuvre.

10.3.4 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 8 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le MOE et les plans détaillés d'exécution du padel également par le contrôleur technique.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier conformément au DCE.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Le plan de récolement conforme à la charte graphique de l'UCA et dossier des Ouvrages Exécutés (fiches techniques matériaux, ...) seront à remettre avant la réception du chantier.

Les documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre sont les suivants (en 1 exemplaire papier + clé USB) :

- Notices techniques, d'entretien et garanties sur les matériaux et/ou matériels utilisés
- Les plans de récolements conformes à la charte graphique de l'UCA établis au 1/200ème et carnet de détails sous format papier et informatique.
- Ces plans comporteront tous les éléments planimétriques et altimétriques nécessaires pour assurer une description géométrique complète de l'ouvrage exécuté.
 - Les rapports d'essais et épreuves prévus au C.C.T.P.

Le format numérique imposé pour la remise des plans est **AUTOCAD Version V2010**. Pour les autres documents, aucun format n'est requis. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à **1 500,00 € par jour de retard** est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Les modalités d'application figurent en annexe 2 à l'Acte d'Engagement.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- En application des dispositions de l'article L541-10-1 du code de l'environnement, la gestion des déchets produits dans le cadre de l'opération objet du présent marché a pour objectif de favoriser un traitement efficace et responsable des déchets pour préserver l'environnement et la santé publique.
 - Les entreprises devront limiter au maximum les emballages de type plastique et favoriser les emballages revalorisables
 - Un tri sélectif des déchets sera mis en place concernant notamment les produits inertes, le bois, la ferraille, les emballages, les autres déchets non dangereux, les déchets dangereux solides, les déchets dangereux liquides. Ceux-ci seront évacués vers des filières adaptées en vue de la revalorisation et/ou de la réduction de leur impact environnemental.

Chaque entreprise sera chargée de l'organisation de la gestion des déchets, de leur traçabilité et communiquera au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, pendant la période de préparation du marché, un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception des ouvrages pour lesquels les travaux sont achevés, ne peut être prononcée que sous réserve :
De l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P. et après achèvement complet des travaux
De la remise par l'Entrepreneur des documents conformes à l'exécution de l'ouvrage réceptionné

Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à trente (30) jours à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux par dérogation de l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG, l'entreprise devra procéder à la levée de l'intégralité des réserves dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la date d'achèvement des travaux fixés dans le procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception des Travaux.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Il est rappelé que le titulaire devra à ses frais réparer les conséquences de tous vols, dégradations ou destructions qui seraient causés à ses ouvrages par des tiers, par d'autres entreprises intervenant sur le chantier, ou par suite d'une circonstance extérieure, même constitutive d'un cas de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière la responsabilité du maître de l'ouvrage, dès lors que les faits se seraient produits avant la notification de la décision de réception (et non après les opérations préalables à la réception) concernant l'ouvrage correspondant, ou avant la date de prise de possession de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage, si elle est antérieure.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, le titulaire ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages survenus ou constatés postérieurement ou antérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation des travaux, alors même que la réception aurait été prononcée ou le décompte général et définitif établi sans réserve ou réfaction relative à ces dommages.

12.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Le titulaire doit justifier toutes les garanties sur l'infrastructure, les revêtements, les ouvrages divers.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **par jour de retard**, une pénalité fixée à **3 000,00 €**.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à **10,00 % du montant du marché**, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de **10 jours**.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 du code du travail, le titulaire du marché est expressément informé que s'il ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail (notamment, immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au registre des métiers, déclarations auprès des organismes de protections sociales ou administration fiscale), le Pouvoir Adjudicateur pourra appliquer une pénalité correspondant à **10% du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **1 000,00 € par absence en cas d'absence non justifiée** aux réunions de chantier.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Manquement aux convocations, demandes d'intervention écrites et absences ou retard aux rendez-vous	Forfaitaire	250,00 €	par constat
Retard de plus d'une demi-heure aux réunions	Forfaitaire	50,00 €	par constat
Pénalités liées à l'exécution technique du chantier			
Retard dans la remise de documents avant exécution	Journalière	250,00 €	par jour ouvré de retard
Retard en cours de chantier	Journalière	3 000,00 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la remise de documents après exécution	Journalière	1 500,00 €	par jour calendaire de retard
Retard dans la levée des réserves à la réception selon planning MOE	Journalière	3 000,00 €	par jour ouvré de retard
Dégradation de la voie publique	Forfaitaire	1 500,00 €	par constat
Encombrement de la voirie	Forfaitaire	1 500,00 €	par constat
Pénalités liées à la Sécurité			
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	1 000,00 €	par constat
Pénalités relatives à l'organisation du chantier			
Non-libération au fur et à mesure de l'avancement des travaux	Journalière	3 000,00 €	par constat et par jour ouvré

Non-respect des délais de repliement des installations de chantier, de l'enlèvement des déchets de chantier	Journalière	1 500,00 €	par jour calendaire de retard
Pénalités pour tout autre dysfonctionnement	Forfaitaire	2 000,00 €	
Pénalités relatives aux clauses environnementales			
Manquements aux obligations environnementales et nuisances	Forfaitaire	250,00 €	par constat
Pénalités pour manquements administratif			
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	1 000,00 €	par constat
Non-remise périodique de pièces sociales	Journalière	50,00 €	par constat et par jour ouvré de retard
En cas de travail dissimulé	Forfaitaire	2 000,00 €	par constat
Pénalités relatives aux fausses déclarations			
Remise de fausse déclaration tel que défini par l'article 441-1 du Code pénal	Forfaitaire	10,00 %	du montant du marché
Pénalités relatives aux clauses sociales			
La simple constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise ou non-exécution des conditions du marché par l'entreprise	Horaire	50,00 €	par heure d'insertion non réalisée.
En cas de non-transmission des renseignements cités à l'article 2 de cette présente annexe	Forfaitaire	50,00 €	
En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale « heures d'insertion »,	Forfaitaire	50,00 €	

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux (dérogation au délai), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

En ce qui concerne l'assurance de responsabilité civile décennale, l'attestation d'assurance produite doit être conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances, valable à la date d'ouverture du chantier et pour les activités objets du marché du titulaire

- une assurance au titre de la garantie de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-travaux, le titulaire doit justifier, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une (ou plusieurs) attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et précisant la nature des risques couverts ainsi que les montants de garantie.

Cette attestation devra comporter une mention expresse certifiant que l'intégralité des prestations décrites dans le cahier des charges (administratif et technique) de la présente consultation sont couvertes au titre de la (ou des) garantie(s) souscrite(s).

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de **15 jours** pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- 10 jours au moins avant la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, la liste des travaux non prévus suite à décision du pouvoir adjudicateur. Cette décision indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. Elle est directement formalisée par un avenant. A défaut d'avenant, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés. Les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu à l'article 14.4 du CCAG.

Modifications apportées au marché public dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, toute modification du marché fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans tous les cas où aucun accord entre les parties ne serait trouvé, le marché pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

- Modifications d'ordre financier ou administratif

- Il est prévu expressément qu'en cas d'arrêt de la série ou de l'indice concerné ou de changement de base de calcul, les parties utiliseront l'indice de remplacement proposé par l'INSEE ou l'organisme de publication en appliquant le coefficient de raccordement éventuellement proposé. Dans le cas où l'organisme de publication ne proposerait pas d'indice de remplacement, les parties s'accorderont sur un tel indice et ses modalités d'application au marché, sur demande de la partie la plus diligente. La formalisation par avenant ne sera pas dans ce cas exigée.

- Les modifications fiscales (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...) seront automatiquement intégrées au marché. La formalisation par avenant ne sera pas dans ce cas exigée.

- Règlementation applicable à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. La conclusion d'un avenant ne sera pas obligatoire : la modification pourra être intégrée automatiquement au marché par validation écrite du pouvoir adjudicateur.

- Modifications d'ordre technique

- En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 15 jours avant la date prévue du changement et après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à ladite réglementation. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation ; Dans ce cadre, à l'occasion du préavis mentionné ci-avant, le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur le B.P.U. le B.P.U. et/ou la D.P.G.F actualisé(s). Les prix ne sauront être modifiés à la hausse. Les modifications éventuelles seront intégrées au marché par voie d'avenant.

- Pendant l'exécution du marché, le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des modifications techniques relatives aux prestations. Dans ce cadre, le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser la proposition. En cas de refus, l'exécution du marché sera poursuivie dans les conditions initiales de celui-ci. Les modifications éventuelles seront intégrées au marché par voie d'avenant. Dans ce dernier cas, la modification ne pourra constituer une modification dite substantielle.

- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.1.2 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 41.5 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux